

LIBRE DÉBAT

Années du service national et calcul de la pension de retraite

La non-prise en compte des années du service national dans le calcul de la pension de retraite, pour les départs à la retraite proportionnelle et sans condition d'âge, continue de susciter la réaction de lecteurs. Nous tenons juste à préciser que la CNR n'a rien à voir avec le dispositif en place : elle ne fait qu'appliquer la loi. Seule la modification de cette dernière peut éventuellement satisfaire les revendications des retraités ou futurs retraités concernés.

A la place de ces messieurs de la direction générale de la CNR, qui se cachent devant un rigorisme juridique contestable et taillé en pièces par les magistrats de la Cour suprême, pour refuser les années passées au service national à des milliers de travailleurs qui ont donné avec amour et abnégation des moments pré-



Photo : DR

cieux de leur jeunesse à leur pays, j'aurai tout simplement honte, car leur acharnement ne se justifie pas, et les enjeux pour la CNR ne sont pas vitaux, l'Etat ayant, par ailleurs, réservé une part de la fiscalité pétrolière pour renflouer sa caisse. Il existe bel et bien de nombreux arrêts de la

Cour suprême qui ont invalidé la démarche de la CNR, et les magistrats y ont bel et bien invalidé la démarche de cette caisse. Il y a bien eu gain de cause dans ce domaine de certains retraités injustement lésés et certaines agences de wilayas ont obtempéré aux injonctions de la justice.

Donner l'exemple de la cassation contre un arrêt de la cour d'Adrar, qui aurait été invalidé par la Cour suprême, sans en expliciter les attendus, relèverait de la manipulation, et il me paraît peu probable que la Cour suprême puisse se déjuger sur cette question, d'une affaire à une autre,

autrement dit, il y aurait une justice à deux vitesses !

Lever cette restriction

Enfin, les gestionnaires de la CNR doivent bien comprendre que ce sont les cotisations de ces travailleurs malmenés à la fin de leur vie par une interprétation restrictive de la loi sur la retraite proportionnelle qui ont permis le versement de leurs salaires, tout comme le permettent les cotisations de ceux qui travaillent encore et cotisent, et qui peut-être un jour se verront amputés de leurs droits en matière de retraite.

Aussi, et à ce titre, une gestion juste et honnête du système de retraite proportionnelle aurait pu déboucher sur une initiative de lever cette restriction de façon claire et sans équivoque, aux lieux et places d'une tergiversation sur le contenu de la loi suscitée.

Ahcène Kaghouche

COURRIER DES LECTEURS

Années de formation et calcul de la pension

Je suis professeur de français depuis plus de 29 ans. Je veux savoir si les 2 années de formation comme professeur à l'ITE (Institut de technologie de l'éducation) seront comptabilisées dans le calcul de ma retraite. Je vous rappelle que durant cette formation, j'ai perçu l'intégralité de mon salaire, c'est-à-dire, j'ai obtenu un détachement à l'ITE. Auparavant, j'ai exercé comme instituteur durant une dizaine d'années. J'ai été considéré comme un fonctionnaire dans mon ex-établissement. Par ailleurs, je veux savoir si l'année de formation comme instituteur est comptabilisée (j'ai perçu un présalaire, plus le salaire de l'année de mes débuts dans l'enseignement). Sinon, dites-moi si je peux racheter cette année (la cotiser maintenant) et combien cela va me coûter. Répondez-moi par mail SVP. Je vous en remercie.

Abdelmadjid Moussi

RÉPONSE : Si pendant cette formation, dans vos cotisations de Sécurité sociale figurait une quote-part retraite, cette période sera comptabilisée (vous pouvez vérifier sur vos fiches de paie de la période en question).

La CNR tarde à accepter les comptes bancaires...

Je me suis récemment déplacé auprès de la CNR de Biskra pour demander à ce que ma pension me soit versée dans mon compte bancaire

au lieu du CCP. Mais l'agent chargé de la réception du public m'a fait savoir qu'ils n'ont pas encore reçu d'instruction en ce sens et que je dois attendre encore. Qu'en est-il de l'instruction du Premier ministre instruisant le ministre du Travail pour que les versements des pensions des retraités soient faits au niveau de l'établissement financier et bancaire où le concerné a son compte.

Mansour Ferhat

... Et attend les instructions !

Je viens d'ouvrir un compte bancaire auprès de la BNA pour que ma pension de retraite y soit versée. Mais à chaque fois que je me déplace auprès de la CNR de Tiaret pour leur remettre le relevé d'identité bancaire à utiliser à la place du CCP, ils me répondent que cela n'est pas possible. Pourquoi l'instruction du Premier ministre concernant le libre choix du retraité en ce qui concerne sa domiciliation bancaire n'est-elle pas appliquée ?

S. Mohammed

Allocation de retraite

Pourquoi l'agence CNR de Annaba n'a pas appliqué la décision du Conseil des ministres du 28 décembre 2011, et sur ordre du président de la République, de revalorisation des allocations de retraites à 15 000 DA ?

Saïdi Ali

RÉPONSE : Le Conseil des ministres du 18 décembre 2011 (et non pas du 28 décembre) a décidé notamment, «au titre de la solidarité nationale, de revaloriser les pen-

sions de retraites des salariés et non salariés, comme suit : le relèvement à 15 000 DA de toutes les pensions et allocations de retraites inférieures à ce montant.

Cumul pensions CNR et Casnos

Je bénéficie actuellement d'une pension liquidée et attribuée par la CNR, obtenue suite à mon départ dans le cadre du dispositif de retraite proportionnelle. J'ai entrepris juste après une activité libérale que j'exerce à ce jour, et pour laquelle la réglementation en vigueur m'a obligé d'adhérer à la Casnos. Par voie de conséquence, je m'interroge sur ce qui suit :

1- Pourrais-je prétendre à une allocation ou pension de retraite (suivant le nombre d'années) pour la période cotisable au profit de la Casnos en plus de la pension que je perçois actuellement ?

2- Dans le cas confirmatif, qui sera chargé de sa liquidation (Casnors, CNR ou autre) ?

T. Bouasla

RÉPONSE : La loi et la réglementation à ce sujet sont claires : la pension de retraite pour l'activité salariée est perçue à partir de 60 ans ou de manière anticipée sous certaines conditions, et la pension de retraite pour activité non salariée (versée par la Casnos) est perçue à partir de 65 ans. Le décret n° 85-35 du 9 février 1985 relatif à la Sécurité sociale des personnes exerçant une activité professionnelle non salariée

(décret paru au *Journal officiel* n°9 de l'année 1985) précise dans son article 9 que la pension de retraite pour activité non salariée est perçue à partir de 65 ans pour les hommes et 60 ans pour les femmes.

Quant à l'article 12 (modifié par art 12 décret n° 96-434), il définit les règles du cumul des pensions : «Lorsque le travailleur a exercé successivement, alternativement ou simultanément une activité salariée et une activité non salariée, il peut pour l'ouverture du droit à pension faire appel à l'ensemble des périodes correspondant à l'une et à l'autre des 2 activités ayant donné lieu à cotisation.

Cependant, pour le calcul et la détermination de sa pension, l'organisme chargé de la retraite des salariés et celui chargé de la retraite des non-salariés (la Casnos) procèdent, chacun en ce qui le concerne, à la validation et à la liquidation des droits auxquels ce travailleur peut prétendre, et ce, au prorata du nombre d'années de cotisations versées au titre de chacune des activités, et sans que les montants cumulés des deux pensions servies au titre de chacune des deux activités puissent être inférieurs au montant minimum garanti de la pension de retraite.»

A nos lecteurs

Le «Soir Retraite» du 5 février 2013 n'est pas paru pour des raisons d'abondance de matière. Toutes nos excuses à nos lecteurs.